

Promouvoir la compétitivité des PME en Afrique francophone

COVID-19: Renforcer la résilience des entreprises



En collaboration avec:

La crise du COVID-19 menace le tissu économique africain

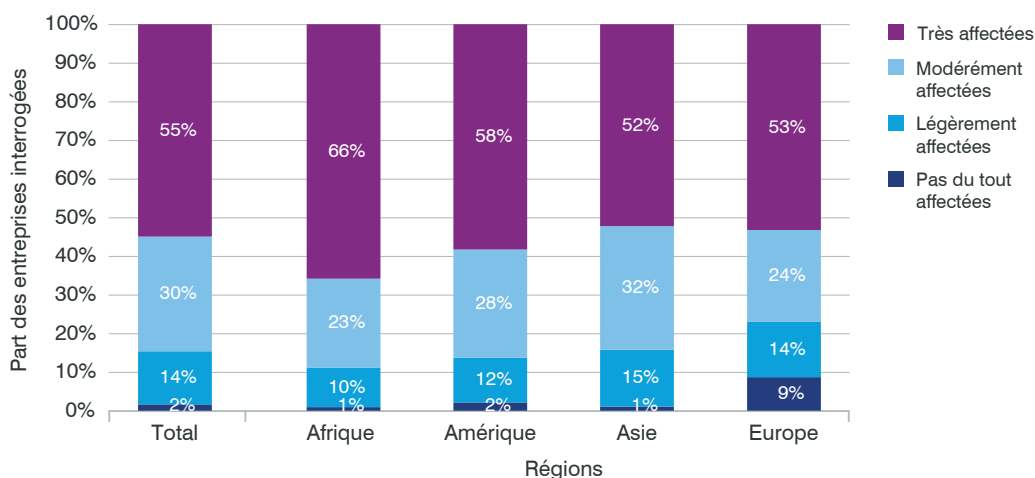
L'Afrique n'a pas été épargnée par la pandémie de COVID-19 : à la mi-mai 2020, les 54 pays du continent avaient tous signalé des cas. Quant à l'impact économique, il s'est fait ressentir bien avant les premiers cas. La demande des produits de base avait alors baissé, le tourisme et le transport aérien effondrés et les monnaies locales dépréciées. Les scénarios les plus optimistes tablent sur une croissance de 1,1 à 2,6% pour 2020¹.

Les entreprises africaines et en particulier les PME sont sévèrement impactées

Alors que les discussions pour atténuer les répercussions économiques de la pandémie de COVID-19 se focalisent le plus souvent sur la macroéconomie, le ralentissement induit affecte d'abord et avant tout l'économie réelle, composée des entreprises et de leurs salariés. Les petites entreprises, dont le rôle est crucial pour l'économie africaine, sont plus susceptibles

de souffrir que les plus grandes. Avec des ressources limitées pour s'adapter à un contexte en mutation rapide, elles sont de fait plus vulnérables. Les petites et moyennes entreprises (PME) africaines se caractérisent en outre par une faible productivité, un accès limité aux ressources financières, et un rôle souvent négligeable dans les chaînes d'approvisionnement régionales et mondiales².

La *Perspective de la compétitivité des PME 2020* du Centre du commerce international (ITC) montre que, au niveau mondial, deux tiers des micros et petites entreprises ont été fortement affectées dans leurs activités commerciales, contre environ 40% des grandes entreprises. En Afrique, deux entreprises sur trois sont sévèrement impactées par la pandémie de COVID-19, contre en moyenne 55% des répondants des autres continents, confirmant la fragilité du secteur privé africain³.



Note : La figure décrit les réponses des entreprises aux questions « Comment vos activités commerciales ont-elles été affectées par la pandémie de coronavirus (COVID-19) ? » et « Dans quel pays votre entreprise est-elle située ? ». Données collectées auprès de 2 198 entreprises dans 121 pays. Le taux de réponse varie selon les pays et les régions. Seules les régions comptant plus de 100 observations ont été incluses dans la figure.

Source : Analyse de l'ITC fondée sur l'enquête relative à l'impact global de la pandémie de COVID-19 menée du 21 avril au 2 juin 2020.

1. United Nations Department of Economic and Social Affairs (13 mai 2020). *World Economic Situation and Prospects*.

2. Wamkele Mene (2020). "African growth: A new model for a post-COVID-19 world", in *Perspective de la compétitivité des PME 2020*.

3. Centre du commerce international (2020). "COVID-19: The Great Lockdown and its Impact on Small Business", in *Perspective de la compétitivité des PME 2020*, ITC, Genève.

Évaluer l'impact du COVID-19

Le rôle clé des structures intermédiaires / organisations d'appui aux entreprises

Les organisations d'appui aux entreprises leur fournissent des services et représentent leurs intérêts, avec pour objectif d'appuyer leur croissance. Agissant également au nom de nombreuses micros et petites entreprises, elles sont bien placées pour les soutenir en ces temps difficiles. Le manque d'informations peut cependant affaiblir leur capacité à identifier les goulets d'étranglement auxquels les PME sont confrontées. De fait, au début de la crise, certaines organisations peinaient à développer une réponse économique structurée en faveur des PME.

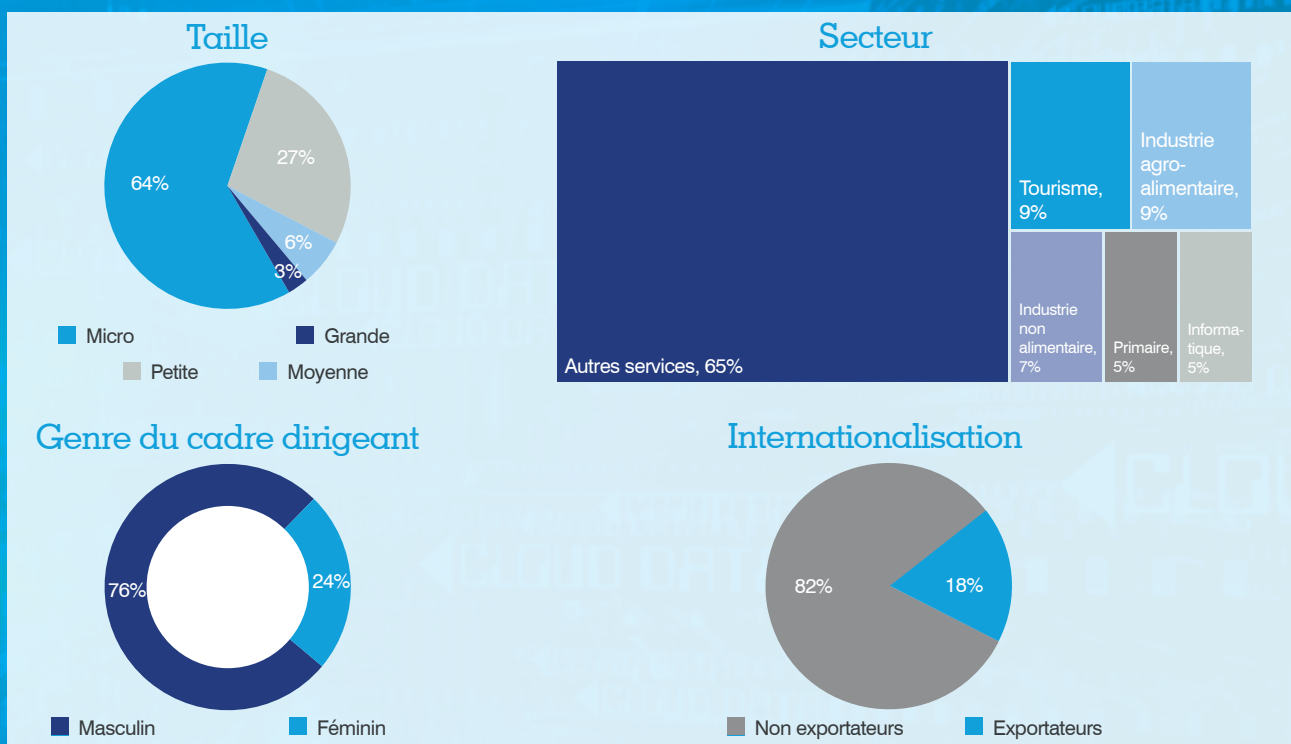
Un partenariat pour la collecte des données relatives à l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les entreprises en Afrique francophone

Le Centre du commerce international (ITC) et la Conférence permanente des chambres consulaires africaines et francophones (CPCCAF) ont uni leurs forces, dès le début de la crise, pour évaluer l'impact de la pandémie de COVID-19 sur le commerce en Afrique francophone et contribuer à soutenir le réseau des chambres de commerce en Afrique francophone. L'enquête auprès des entreprises, élaborée conjointement par l'ITC et la

CPCCAF, doit permettre (i) d'évaluer comment les entreprises ont été affectées, le cas échéant ; (ii) de mesurer la gravité de l'impact ; (iii) d'identifier les stratégies adoptées par les entreprises ; (iv) d'identifier les mesures gouvernementales pouvant les aider à faire face ; (v) et d'évaluer l'accès aux informations sur les avantages gouvernementaux offerts dans ce contexte spécifique.

Grâce à ce partenariat, l'ITC et la CPCCAF ont pu collecter des données sur plus de 3 000 entreprises basées en Afrique francophone : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Égypte, Gabon, Guinée, Guinée-Bissau, Madagascar, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Tchad, Togo et Tunisie.

Les deux tiers des répondants sont des micros-entreprises, définies ici comme ayant de 0 à 9 employés, 27% sont des petites entreprises (10 à 49 employés), 6% sont de taille moyenne (50 à 250 employés) et 3% sont de grandes entreprises (plus de 250 employés). Plus des trois quarts des entreprises interrogées sont des prestataires de services, dont 9% actives dans le tourisme. Les autres relèvent de l'industrie (alimentaire ou non, 16%) et du secteur primaire (5%). La majorité des répondants déclarent ne pas exporter et seul un quart des entreprises interrogées sont dirigées par des femmes.



Source : Enquête menée par l'ITC et la CPCCAF du 21 avril au 4 mai 2020 sur les effets de la pandémie de COVID-19 sur les activités des entreprises d'Afrique francophone.



Du fait de la crise, un tiers des entreprises est au bord de la faillite

La quasi-totalité (plus de 99%) des entreprises interrogées déclarent être impactées, d'une manière ou d'une autre, par la crise liée au COVID-19. Les répercussions qui s'annoncent laissent craindre une crise économique difficile à juguler dans les mois à venir.

Baisse des ventes pour trois quarts des entreprises

La crise aura eu de multiples effets sur les entreprises interrogées, certains plus importants que d'autres. Un quart des répondants a vu son chiffre d'affaires baisser. La croissance économique africaine semble bien subir de plein fouet la crise sanitaire liée au coronavirus. Les scénarios les plus optimistes prévoient une baisse de croissance de moitié par rapport aux prévisions initiales, quand d'autres annoncent une récession pouvant avoisiner 2,6%⁴, du jamais vu en 25 ans⁵!

À ces contre-performances économiques majeures s'ajoutent des ruptures d'approvisionnement auxquelles la moitié des répondants sont confrontés, ainsi que des difficultés de trésorerie pour également la moitié d'entre eux. S'ensuivent des difficultés à exporter et des baisses des investissements pour un quart des entreprises, pour ne citer que ces problèmes-là.

Les entreprises prestataires de services ont davantage été affectées

Les services restent au premier rang des secteurs affectés. Huit entreprises prestataires de services sur dix ont enregistré des baisses de leurs ventes, contre environ 70% des entreprises dans les autres secteurs. En raison de sa forte dépendance à la mobilité des agents et leurs interactions, le secteur des services

a vu ses activités périliter à la suite des mesures de protection mises en place pour lutter contre le virus, telles que la fermeture des frontières, un confinement total ou partiel, voire un couvre-feu, et ce, tout en supportant des charges supplémentaires⁶.

Les analyses montrent également que les entreprises les plus petites ont davantage été affaiblies. Huit micros-entreprises sur dix ont enregistré une baisse de leur chiffre d'affaires, contre 72% pour les grandes entreprises. À l'inverse, certaines grandes entreprises (8%) sont parvenues à enregistrer des hausses de leurs ventes, contre quasiment aucune des micros-entreprises (1%). Lorsque les micros-entreprises sont épargnées, ce sont les petites entreprises qui encaissent le choc le plus sévèrement : trois quarts d'entre elles ont ainsi fait face à des difficultés de trésorerie, contre 47% des grandes entreprises.

Une entreprise sur trois envisage une cessation d'activité

Bon nombre d'entreprises pourraient succomber à la crise. Un tiers des répondants envisage une cessation d'activité, dont une entreprise sur cinq à courte échéance, dans le mois. Il s'agit majoritairement de PME : une sur trois affirme se trouver aux portes de la faillite, contre 18% de grandes entreprises.

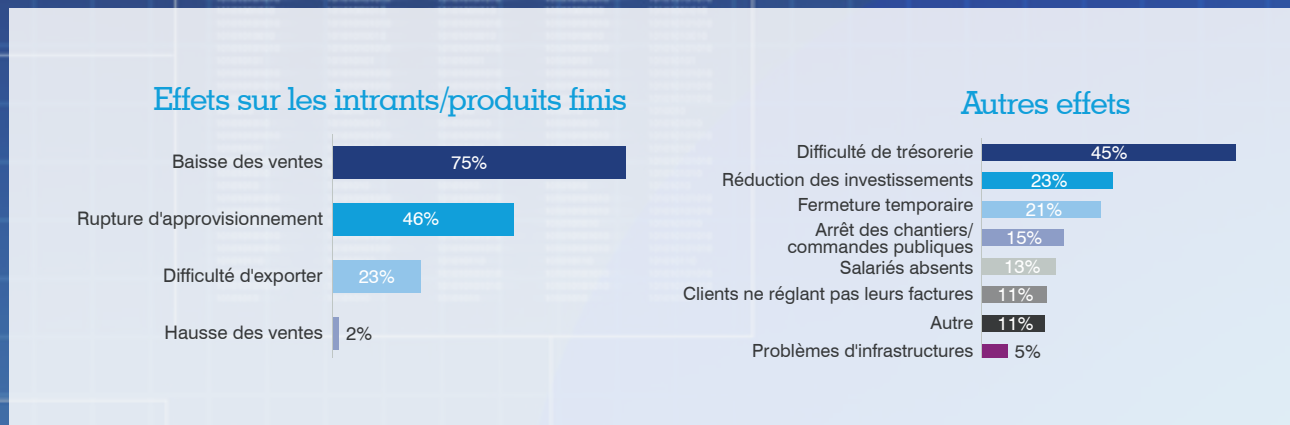
Cette menace pèse plus ou moins fortement sur les entreprises, selon leur secteur. Les répercussions s'annoncent particulièrement désastreuses dans le secteur du tourisme, où presque la moitié des entreprises pourrait mettre la clé sous la porte. À l'inverse, la majorité des entreprises de l'industrie non alimentaire pourraient survivre : seules 11% des entreprises du secteur envisagent une fermeture définitive.

4. UNECA (2020). *Le COVID-19 en Afrique : Sauver des vies et l'économie*.

5. <https://fr.africanews.com/2020/04/09/coronavirus-lafrique-subsaaharienne-pourrait-connaître-sa-première-récession/>

6. UEMOA (2020). *Impact de la pandémie du COVID-19 sur le secteur privé de l'UEMOA*.

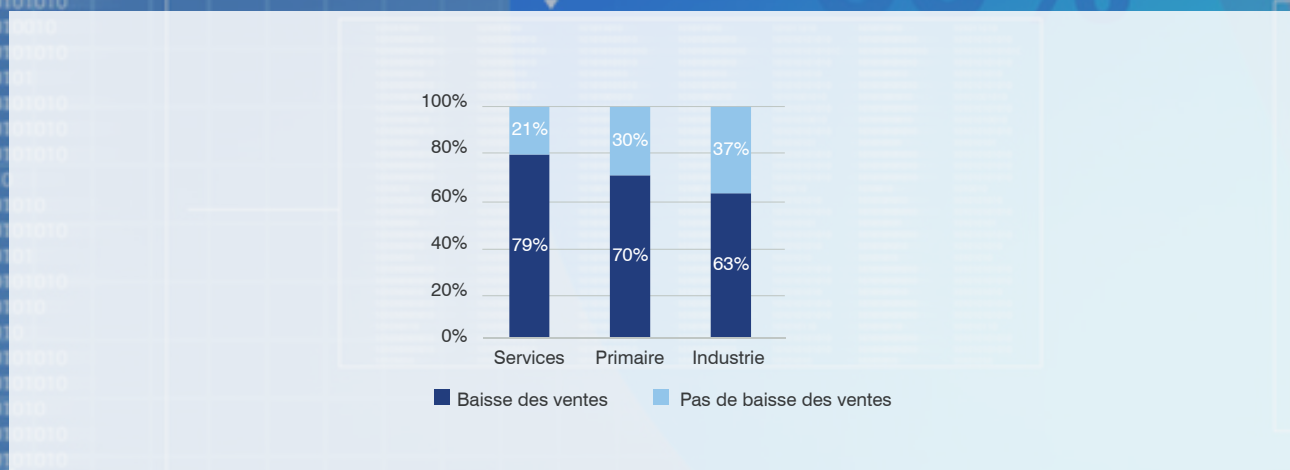
Baisses des ventes pour trois quarts des entreprises



Note : La figure décrit les réponses des entreprises à la question «Quels sont les principaux effets du COVID-19 sur votre activité?».

Source : Enquête menée par l'ITC et la CPCCAF du 21 avril au 4 mai 2020 sur les effets de la pandémie de COVID-19 sur les activités des entreprises d'Afrique francophone.

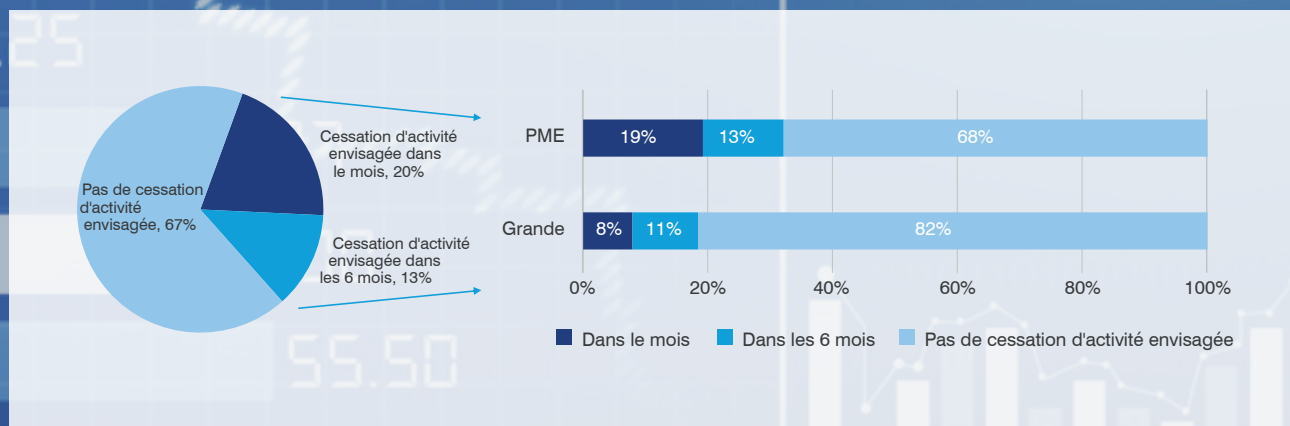
Les entreprises prestataires de services sont davantage affectées



Note : La figure décrit les réponses des entreprises à la question «Quels sont les principaux effets du COVID-19 sur votre activité?», selon le secteur et l'internationalisation.

Source : Enquête menée par l'ITC et la CPCCAF du 21 avril au 4 mai 2020 sur les effets de la pandémie de COVID-19 sur les activités des entreprises d'Afrique francophone.

Une entreprise sur trois envisage une cessation d'activité



Note : La figure décrit les réponses des entreprises à la question «Si vous pensez qu'il y a un risque de cessation d'activité permanente pour votre entreprise, à quelle échéance cette fermeture pourrait-elle se produire?».

Source : Enquête menée par l'ITC et la CPCCAF du 21 avril au 4 mai 2020 sur les effets de la pandémie de COVID-19 sur les activités des entreprises d'Afrique francophone.



Les mesures d'adaptation des entreprises

Les entreprises n'ont certainement pas eu le choix, mais elles ont tant bien que mal fait face à la crise. Les diverses stratégies adoptées mettent en évidence leur degré d'agilité et de résilience, et montrent aussi le degré de difficulté pour s'adapter à une crise d'une telle ampleur.

Une majorité d'entreprises fait preuve de résilience

La majorité des entreprises d'Afrique francophone a fait preuve de résilience⁷. Elles ont opté pour la fermeture temporaire de leurs locaux (50%), la mise au chômage partiel de leurs salariés (46%), le rééchelonnement de leurs prêts bancaires (12%) ou encore le télétravail (9%). Il convient également de noter que de nombreuses entreprises africaines se sont appliquées à atténuer les risques de propagation du virus dès son apparition, en mettant en place des mesures de prévention et de sensibilisation, dont la diffusion des gestes barrières et la mise à disposition de kits de protection contenant masques et gels hydroalcooliques⁸.

Les PME ont été plus agiles

Certaines entreprises se sont même montrées remarquablement agiles. Elles se sont davantage appliquées à proposer de nouveaux biens et services (17%) et à détacher leurs salariés vers d'autres activités.

Même les plus fragiles, les PME, ont su réagir. Une PME sur quatre a en effet su faire preuve d'agilité, contre 15% de grandes entreprises. Une micro-entreprise sur cinq a songé à proposer de nouveaux produits ou services, contre 11% des grandes entreprises. En outre, la plupart des PME a su préserver son personnel quand une grande entreprise sur dix a licencié des salariés. Il faut aussi noter que, quelle que soit leur taille, toutes les entreprises ont su mettre à profit leurs avantages et faire preuve de résilience. Elles ont toutes, à proportion quasi égale, temporairement fermé leurs locaux. Par ailleurs, les grandes entreprises, probablement mieux connectées à Internet, ont pu recourir au télétravail.

Pris par secteur, les entreprises de l'industrie non alimentaire sortent du lot

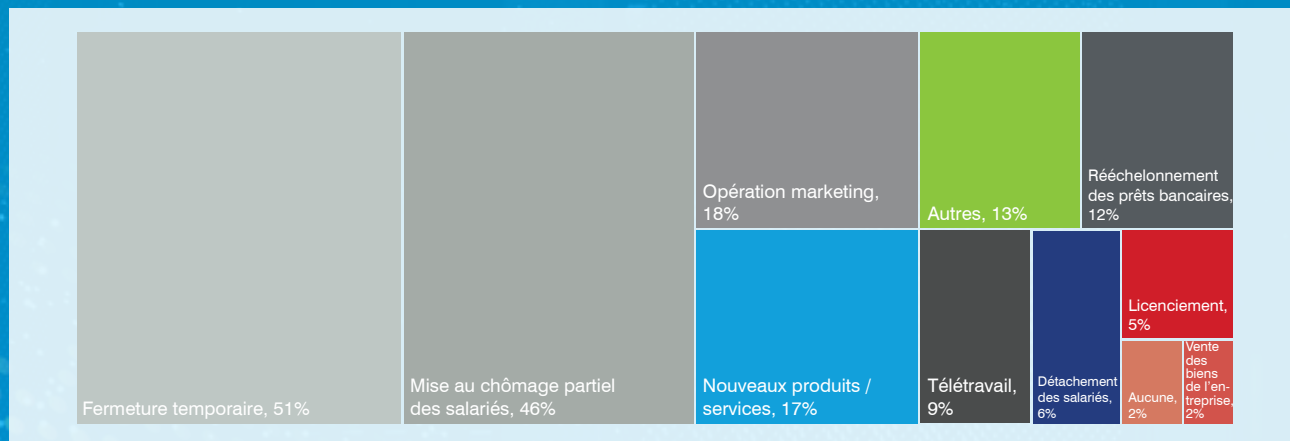
Au niveau des secteurs, c'est l'industrie non alimentaire qui tire le mieux son épingle du jeu : un tiers des entreprises a fait preuve d'agilité. Une entreprise du secteur sur deux a ainsi proposé de nouveaux produits contre 30% ou moins des entreprises des autres secteurs.

Certes, les entreprises du secteur touristique ont été moins agiles, mais elles ont été les plus résilientes (81%). Les mesures de licenciement et de vente des biens de l'entreprise ont été, quant à elles, plus fréquentes dans le secteur primaire.

7. Les stratégies sont classifiées comme agiles lorsqu'elles intègrent le développement de nouveaux produits ou services, ou encore le détachement des salariés. Sont considérées comme résilientes les stratégies qui incluent la fermeture temporaire, la mise au chômage partiel des salariés, le rééchelonnement des prêts bancaires, des opérations de marketing intensifiées ou encore le télétravail. Les entreprises ayant opté pour le licenciement de leurs salariés ou la vente des biens de leurs entreprises ont éprouvé des difficultés d'adaptation.

8. UEMOA (2020). *Impact de la pandémie du COVID-19 sur le secteur privé de l'UEMOA*.

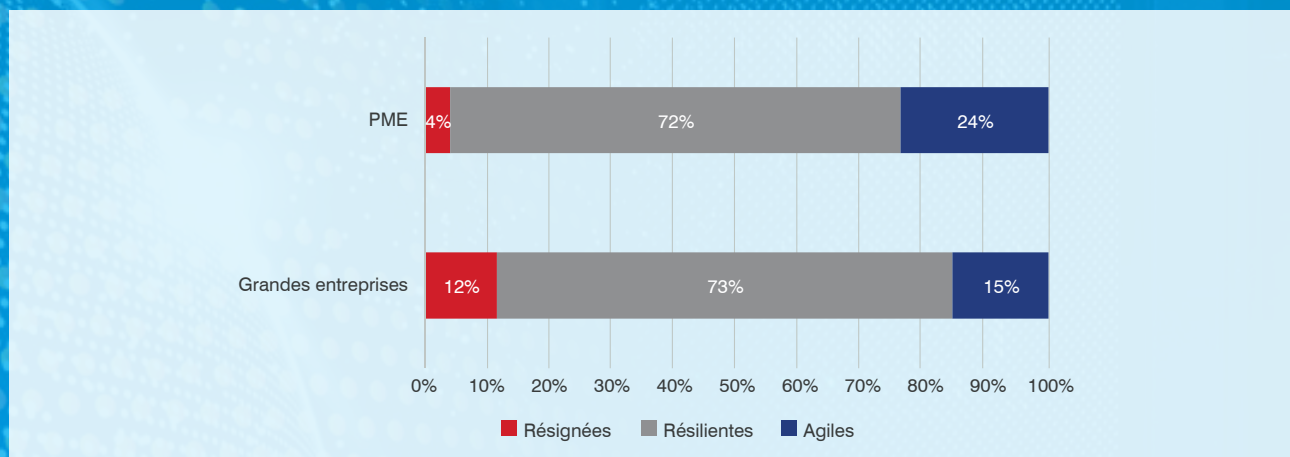
Une majorité d'entreprises a fait preuve de résilience



Note : La figure décrit les réponses des entreprises à la question «Pour faire face à la crise, avez-vous adopté l'une des stratégies suivantes?».

Source : Enquête menée par l'ITC et la CPCCAF du 21 avril au 4 mai 2020 sur les effets de la pandémie de COVID-19 sur les activités des entreprises d'Afrique francophone.

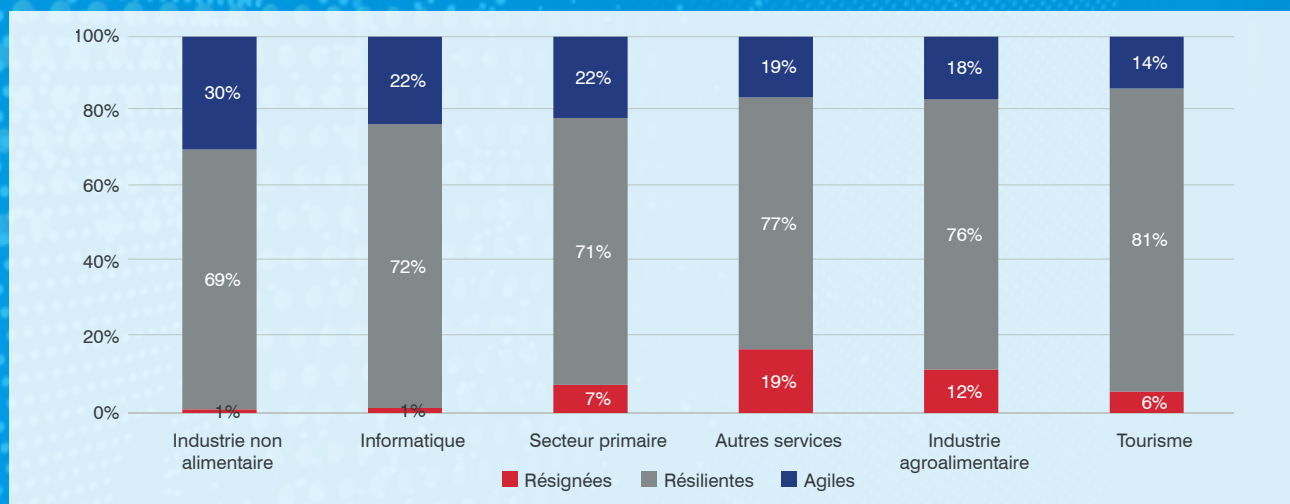
Les PME ont été plus agiles



Note : La figure décrit les réponses des entreprises à la question «Pour faire face à la crise, avez-vous adopté l'une des stratégies suivantes?».

Source : Enquête menée par l'ITC et la CPCCAF du 21 avril au 4 mai 2020 sur les effets de la pandémie de COVID-19 sur les activités des entreprises d'Afrique francophone.

Pris par secteur, les entreprises de l'industrie non alimentaire sortent du lot



Note : La figure décrit les réponses des entreprises à la question «Pour faire face à la crise, avez-vous adopté l'une des stratégies suivantes?».

Source : Enquête menée par l'ITC et la CPCCAF du 21 avril au 4 mai 2020 sur les effets de la pandémie de COVID-19 sur les activités des entreprises d'Afrique francophone.



La demande des entreprises

Le choc économique de la crise liée au COVID-19 est tellement substantiel que peu d'entreprises pourront s'en sortir sans l'aide des pouvoirs publics. La plupart des gouvernements ont mis en place des mesures pour atténuer les répercussions sanitaires et économiques de la pandémie. L'enquête menée par l'ITC et la CPCCAF sur ces impacts a interrogé les entreprises sur les mesures gouvernementales qui pourraient le mieux les aider en ces temps difficiles.

Une majorité d'entreprises sollicite des aides financières

Quel que soit l'impact subi, les aides financières ressortent comme les principales mesures gouvernementales sollicitées par une majorité d'entreprises (53%). Cela en dit long sur l'urgence financière dans laquelle se trouve la majorité d'entre elles, confirmant ainsi la crise de liquidité qui accompagne la crise sanitaire. Il est attendu que les pouvoirs publics combrent ces insuffisances, d'autant plus que beaucoup d'entreprises africaines déclarent ne pas être satisfaites des mesures gouvernementales prises jusqu'à présent⁹. Les mesures nécessaires pour soutenir l'économie en ces temps de crise risquent par ailleurs de mettre les budgets publics sous forte pression, particulièrement ceux des pays en développement. Les réponses à ces défis nécessitent une collaboration internationale, la stabilité du système financier global étant en jeu.

Plutôt des allègements fiscaux pour les entreprises de taille moyenne

Une analyse détaillée montre qu'à l'instar de nombreuses entreprises des allègements fiscaux temporaires sont les mieux à même de soulager les entreprises de taille moyenne.

Concernant les grandes entreprises, bien qu'une majorité fasse appel à des aides financières, elles ne semblent pas être pour autant dans une situation d'urgence financière, en comparaison avec les PME. Toutes les principales mesures gouvernementales qu'elles sollicitent s'apparentent à des facilités financières. Dans l'ordre, deux grandes entreprises sur trois souhaitent bénéficier d'aides à l'emploi et d'une pause dans les prélèvements fiscaux, et un tiers fait appel à une réduction des taxes à l'importation, quand un tiers des PME solliciterait plutôt une absence de pénalité en cas de non-paiement des loyers ou des charges locatives.

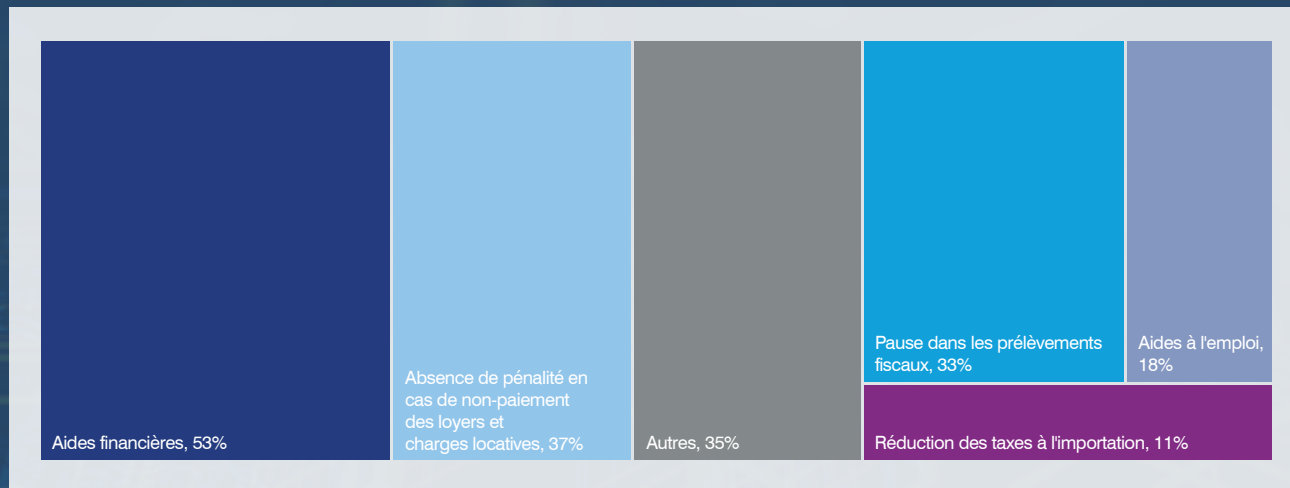
Sept entreprises sur dix ont du mal à accéder aux informations sur les aides gouvernementales

L'information et la transparence sont indispensables pour que les entreprises puissent bénéficier des programmes d'aide gouvernementaux. Il est donc inquiétant que, malgré le besoin exprimé, sept répondants sur dix affirment éprouver des difficultés à accéder aux informations sur les avantages et programmes gouvernementaux mis en place pour faire face à la crise actuelle. L'analyse détaillée montre que seules les entreprises de l'industrie non alimentaire sont faiblement confrontées à ces difficultés (48%), contre sept à huit entreprises sur dix dans les autres secteurs.

Pour aider les entreprises à faire face à la crise, les organisations d'appui aux entreprises pourraient, par exemple, diffuser à leur intention des informations en lien avec la pandémie de COVID-19 par le biais d'une page internet dédiée.

9. CEA & IEC (2020). *Observations sur la réaction et les perspectives des entreprises africaines face au COVID-19*. IEC : Île Maurice & CEA : Addis Abeba. 30 Avril.

Une majorité d'entreprises sollicite des aides financières



Note: La figure décrit les réponses des entreprises à la question «Quelles mesures gouvernementales vous aideraient le plus pour faire face à cette crise?».

Source: Enquête menée par l'ITC et la CPCCAF du 21 avril au 4 mai 2020 sur les effets de la pandémie de COVID-19 sur les activités des entreprises d'Afrique francophone.

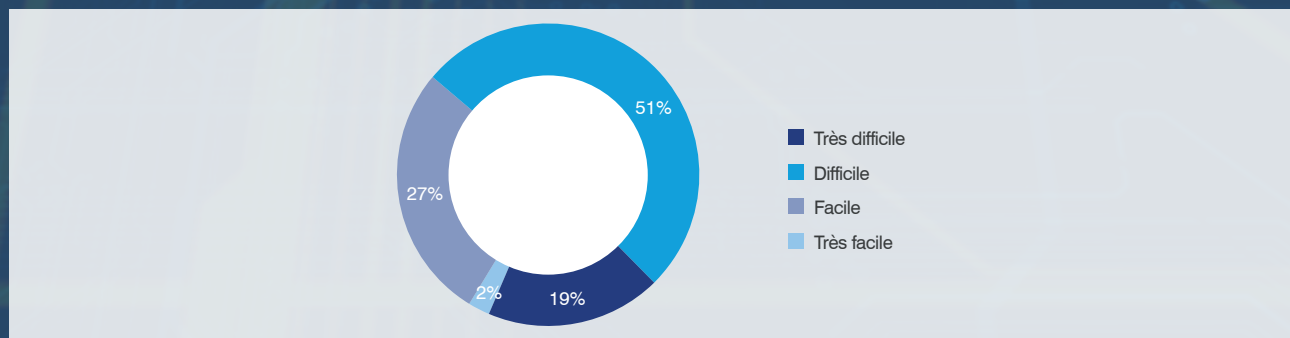
Plutôt des allègements fiscaux pour les entreprises de taille moyenne

Micro		Petite		Moyenne		Grande	
Aides financières	60%	Aides financières	55%	Pause dans les prélèvements fiscaux	68%	Aides financières	71%
Pause dans les prélèvements fiscaux	37%	Pause dans les prélèvements fiscaux	43%	Aides financières	62%	Aides à l'emploi	56%
Absence de pénalité en cas de non-paiement des loyers	37%	Absence de pénalité en cas de non-paiement des loyers	34%	Absence de pénalité en cas de non-paiement des loyers	36%	Pause dans les prélèvements fiscaux	39%
Aides à l'emploi	23%	Aides à l'emploi	27%	Aides à l'emploi	33%	Réduction des taxes à l'importation	32%

Note: La figure décrit les réponses des entreprises à la question «Quelles mesures gouvernementales vous aideraient le plus pour faire face à cette crise?», selon le statut d'internationalisation.

Source: Enquête menée par l'ITC et la CPCCAF du 21 avril au 4 mai 2020 sur les effets de la pandémie de COVID-19 sur les activités des entreprises d'Afrique francophone.

Sept entreprises sur dix ont du mal à accéder aux informations sur les aides gouvernementales



Note: La figure décrit les réponses des entreprises à la question «Est-il facile d'accéder aux informations et avantages des programmes gouvernementaux d'aide aux PME liés au COVID-19?».

Source: Enquête menée par l'ITC et la CPCCAF du 21 avril au 4 mai 2020 sur les effets de la pandémie de COVID-19 sur les activités des entreprises d'Afrique francophone.

Messages clés

Du fait de la crise, une entreprise sur trois est au bord de la faillite

- Trois quarts des entreprises interrogées ont subi une baisse de leur chiffre d'affaires, et une entreprise sur deux a fait face à des ruptures d'approvisionnement ou des difficultés de trésorerie.
- Les entreprises prestataires de services et les PME figurent au premier rang des entreprises affectées. Huit entreprises sur dix ont enregistré une baisse de leurs ventes, contre environ 70 % des entreprises des autres secteurs.
- Les répercussions s'annoncent désastreuses pour un tiers des entreprises interrogées qui pourraient mettre la clé sous la porte, dont une entreprise sur cinq à brève échéance, dans le mois.

Les PME font preuve d'agilité

- Les entreprises d'Afrique francophone n'ont pas manqué de résilience face à la crise.
- L'analyse détaillée fait ressortir le degré d'agilité des MPME, dépassant celui des autres types d'entreprises. Une micro-entreprise sur cinq a en effet songé à proposer des nouveaux produits ou services contre 11 % pour les grandes entreprises.
- Pris par secteur, ce sont les entreprises actives dans celui de l'industrie non alimentaire qui s'en sortent le mieux.

Les entreprises sollicitent un appui gouvernemental

- Les aides financières sont de loin les mesures gouvernementales qui, selon les entreprises, les aideraient le mieux à faire face la crise liée au COVID-19.
- Plus précisément, ce sont plutôt les allègements fiscaux temporaires qui soulageraient davantage les entreprises de taille moyenne. Quant aux grandes entreprises, leurs sollicitations s'apparentent à des facilités financières, tandis les PME demandent plutôt des absences de pénalité en cas de non-paiement des loyers ou charges locatives.
- De nombreuses entreprises interrogées (70 %) affirment cependant rencontrer des difficultés pour accéder aux informations sur les avantages et programmes gouvernementaux liés à la pandémie.

Un plan d'action pour la relance

Conscient du rôle essentiel que jouent les organisations d'appui aux entreprises comme intermédiaires agiles et fiables entre les MPME et les gouvernements, et en soutien à ses partenaires dans ces moments difficiles, l'ITC a développé un plan d'action en 15 points pour les micros, petites et moyennes entreprises (MPME), les organisations d'appui aux entreprises et les gouvernements.

L'objectif de ce plan d'action étant de favoriser la résilience, l'inclusivité, la durabilité et la croissance future¹⁰, l'ITC se réjouit tout particulièrement de continuer à collaborer avec la CPCCAF, en tant que réseau international constitué de structures intermédiaires locales, régionales et nationales.

10. www.intracen.org/covid19/Action-Plan-Supporting-small-businesses-through-the-COVID-19-crisis-and-towards-the-future

Références

African Union (2020). *Impact of the coronavirus (COVID-19) on the African economy*.

https://au.int/sites/default/files/documents/38326-doc-COVID-19_impact_on_african_economy.pdf

CEA & IEC (2020). *Observations sur la réaction et les perspectives des entreprises africaines face au COVID-19*.

IEC : Île Maurice & CEA : Addis Abeba. 30 Avril.

https://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/eca-iec_survey_COVID-19_french_final.pdf

Centre du commerce international (2020). *SME Competitiveness Outlook 2020: COVID-19: The Great Lockdown and its Impact on Small Business*. ITC, Geneva. <http://www.intracen.org/publication/smeco2020/>

UNECA (2020). *Le COVID-19 en Afrique : Sauver des vies et l'économie*. Disponible sur

https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/eca_covid_report_fr_16april_web.pdf

<https://fr.africanews.com/2020/04/09/coronavirus-l-afrique-subsaaharienne-pourrait-connaître-sa-première-recession/>

UEMOA (2020). *Impact de la pandémie du COVID-19 sur le secteur privé de l'UEMOA*. Disponible sur

www.uemoa.int/pt-pt/rapport-de-l-etude-sur-l-impact-de-la-pandemie-du-COVID-19-sur-le-secteur-privé-de-l-uemoa

Wamkele Mene (2020). "African growth: A new model for a post-COVID-19 world, in *Perspectives de la compétitivité des PME 2020*.

United Nations Department of Economic and Social Affairs (13 mai 2020). *World Economic Situation and Prospects*

La Conférence permanente des chambres consulaires africaines et francophones

La Conférence permanente des chambres consulaires africaines et francophones (CPCCAF) est un réseau de coopération économique pour le développement du secteur privé, des partenariats entre entreprises et des échanges entre l'Afrique et l'espace économique francophone. Elle appuie la coopération bilatérale et multilatérale entre les chambres de commerce et d'industrie, d'artisanat et de métiers, et d'agriculture, ainsi qu'avec d'autres organisations intermédiaires de promotion du commerce, dans tous les domaines du développement de l'entrepreneuriat. Créée en 1973, la CPCCAF dispose aujourd'hui d'un réseau vivant et actif couvrant 33 économies, dont 26 pays d'Afrique francophone.

Le Centre du commerce international

Établi en 1964, le Centre du commerce international (ITC) est l'agence conjointe de l'Organisation mondiale du commerce et des Nations Unies. L'ITC est la seule agence de développement des Nations Unies pleinement dédiée à appuyer l'internationalisation des PME. Grâce à ses outils d'accès aux marchés et ses programmes d'assistance technique, l'ITC permet aux PME des économies en développement et en transition d'exploiter les nouvelles opportunités de marché, d'augmenter de ce fait les revenus et créer de l'emploi, notamment pour les femmes, les jeunes et les communautés défavorisées.

**Siège**

Centre du commerce international
54-56, Rue de Montbrillant
1202 Genève, Suisse

Équipe PME Benchmarking

www.intracen.org/SMEIntelligence

Adresse postale

Centre du commerce international
Palais des Nations
1211 Genève 10, Suisse

Le Centre du commerce international (ITC) est l'agence conjointe de l'Organisation mondiale du commerce et des Nations Unies.

Les photographies : @Shutterstock.com